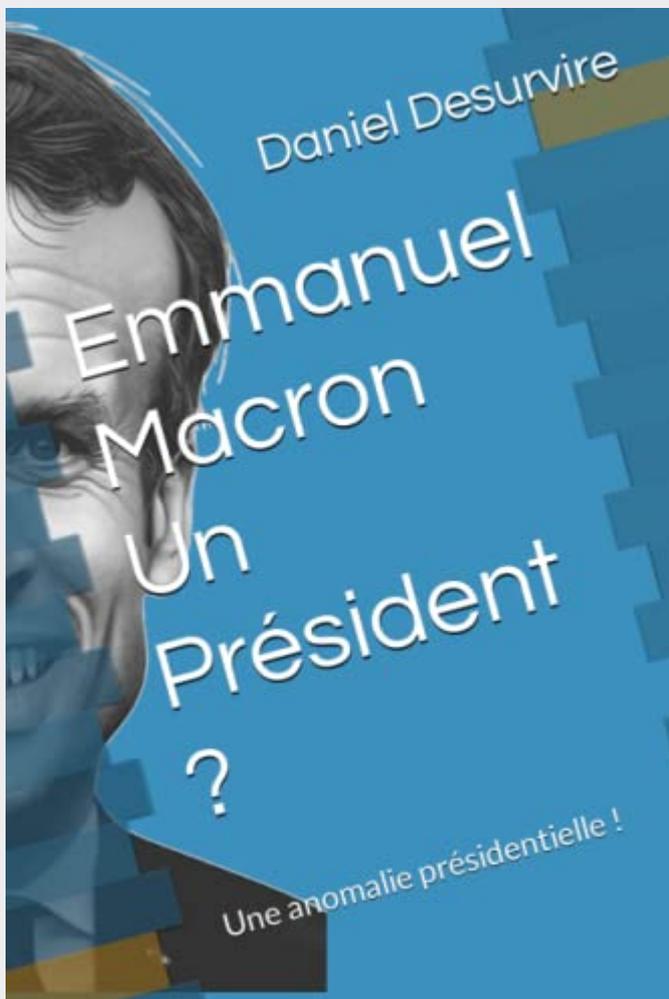


Délitement de l'État-Macron et déconfiture de l'UE



[Source : observatoiredumensonge.com]

Par Daniel Desurvire



Sommaire

- 1°) Il n'y a pas de relent complotiste à pressentir le collectivisme dans l'idéation mondialiste
- 2°) La corruption, une gangrène qui gagne toutes les sphères politiques
- 3°) Une intrigue manichéenne où l'emprise chtonienne du pouvoir et de l'avoir l'emporte sur la morale et l'honneur
- 4°) Telle une razzia de barbares, la macronie, en selle sur la secte WEF, se

fait le chancre de la dégénérescence des valeurs de France.

1°) Il n'y a pas de relent complotiste à pressentir le collectivisme dans l'idéation mondialiste

Je ne saurais me convaincre de prémonition autour de quelque projection d'avenir, si d'aventure il m'arrive d'avoir vu juste sur la coïncidence des faits, notamment depuis janvier 2021 avec « *L'absurde traitement du Covid-19 qui prélude une manipulation tant sociale que génétique du vaccin* » et la dizaine d'autres ouvrages qui suivirent aux éditions *Observatoire du Mensonge*. Des évènements à échoir peuvent survenir de façon prévisible, perceptible eu égard au profil singulier de certains personnages publics, ce qui n'est pas un don de clairvoyance, mais un réflexe de lucidité. C'est avec des cas d'école, tels Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen, lesquels brûlent dans la constance de leurs obsessions dominatrices et vénales, qu'apparaît lisiblement leur l'appétence du pouvoir et de l'argent.

Pour briguer de tels objectifs, tous les moyens leur sont bons. Pour preuve, un rapport venant de la médiatrice européenne Emily O'Reilly, étayé par l'expertise de deux ONG (StopAids et GHA), accable la politique vaccinale contre la Covid emmenée par Ursula von der Leyen (in, Euractiv France, Clara Bauer-Babef, 20 janv. 2023). Cette enquête dénonce sans ambages *l'influence démesurée* du lobbying des firmes pharmaceutiques, en particulier chez Pfizer, sur le commerce des vaccins-Covid dans l'Union, avec des marchés menés dans une opacité critique par la présidente de la Commission européenne. Des intérêts privés ont très rapidement pris le pas sur la notion de « *bien commun* » engagée par les décideurs européens durant la pandémie.

De fait, dès juin 2020, la Commission passa des commandes aux laboratoires, dont la précipitation laisse pantois ; à savoir qu'un délai si court entre la pandémie reconnue fin 2019 et la mise au point de ces vaccins dont les premières doses furent administrées dès 2020 ne saurait permettre de respecter les étapes cliniques de contrôle, de randomisation et d'AMM, pourtant rendues obligatoires, eu égard aux principes de précaution imposés aux produits pharmaceutiques. Dans cette précipitation, l'Agence européenne des médicaments (EMA) autorisa l'injection des produits livrés par Pfizer, Moderna, AstraZenica, Janssen, Novavax et Valneva, avec ± 70 % des adultes vaccinés, dans les États membres de l'Union, fin juillet 2021.

L'absence de transparence sur ces contrats financés par les fonds publics met en exergue des malversations vraisemblables, dont il est fait état par le secret entretenu autour des échanges de SMS entre Ursula von der Leyen et le PDG de Pfizer Albert Bourla, portant sur la négociation de commandes pour 1,8 milliard de doses de vaccins-Covid. Alors que le vice-président de la commission, Margaritis Schinas prend la défense de sa patronne en prétextant qu'un tel marché ne se négocie pas par SMS, Marc Botenga pour la commission d'enquête rétorqua, « *Qu'il s'agit de prendre connaissance de l'influence de ces SMS sur la négociation* ». Cette absence de coopération d'Ursula von der Leyen sur ces échanges laisse planer un doute, quant à une suspicion qui plane sur la nature de ces contrats possiblement entachés de corruption, ce

que laisse entendre Rowan Dunn, coordinatrice du plaidoyer pour l'Union chez GHA.

Sous le sceau de l'urgence, l'absence de garantie des produits et la clause de non-recours en cas d'accident consécutif à cette prophylaxie d'expérience, auront permis auxdits laboratoires d'opposer la propriété intellectuelle sur leurs vaccins, dont le monopole autorise des profits considérables selon le député européen Marc Botenga de l'ONG ; « *Un hold-up sur notre sécurité sociale* » ! Le manque de coopération de Pfizer, lequel a emporté une très large majorité des contrats, ajouté au silence complice d'Ursula von der Leyen dans les coulisses de ces tractations, le pire apparaît envisageable en termes d'enrichissement personnel, de trafic d'influence, de concussion et de népotisme entre son époux, le Dr Heiko directeur dans une filière du Big Pharma, et l'un de ses fils David, directeur d'un cabinet-conseil McKinsey, principal intermédiaire dans ces marchés.

Les contrats d'achat des vaccins conclus entre le géant pharmaceutique Pfizer et l'exécutif européen seraient, selon l'expression des ONG*, « *caviardés* », rendus illisibles alors que la médiatrice de l'UE appelle à les rendre publics. StopAids* et GHA* exhortent que les négociations contractuelles, entre les firmes et les commanditaires de l'UE, soient « *totalelement ouvertes et transparentes, avec des processus établis, plutôt que passées par des canaux informels* ». Pour preuve qu'il y a un loup dans la bergerie, puisque les textos passés entre Pfizer et la présidente de la Commission restent enfouis dans les tiroirs de la confidentialité, et ce jusqu'à que soit diligenté une enquête judiciaire. Du côté de l'Élysée, nous observons le même cas de figure avec Emmanuel Macron, qui tout seul mène sa barque dans les canaux souterrains des ententes pour dissimuler ses secrètes complicités entre McKinsey, Pfizer et Ursula von der Leyen, inférant des gesticulations inquiétantes depuis le clair-obscur de sa troublante idiosyncrasie.

Emmanuel Macron n'a certes pas la carrure d'un gestionnaire, pas plus qu'il ne semble habité d'une capacité mentale suffisante. C'est avant tout un arriviste, et même un forcené dès lors qu'il est investi dans une idéologie qui l'envahit et le phagocyte. Par exemple, parvenir à se hisser à la canopée des hommes les plus influents du monde, ou entrer dans le noyau dur de la secte WEF, correspond à ses ambitions mondialistes, où même avoir la main sur un pays comme la France semble pour lui un objectif dépassé, puisque c'est chose faite. Sauf qu'à défaut d'avoir su gérer son pays, il l'a coulé de tous les côtés depuis l'économie, l'industrie, la finance, l'éducation, le social et la politique extérieure, ainsi qu'il fut constaté par l'ensemble des observatoires et instituts indépendants, depuis le sacre présidentiel de ce dernier des rois maudits. Cet esbroufeur n'aurait vraisemblablement pas même su tenir un kiosque à journaux, car il aurait déjà pillé la caisse avant d'honorer ses factures, de la même manière qu'il le fit avec les administrations du 139 rue de Bercy et du 14 avenue Duquesne, parmi les quinze autres ministères ; tous spoliés avec la même avidité.

À SUIVRE

Daniel Desurvire

Ancien directeur du Centre d'Étude juridique, économique et politique de Paris (CEJEP), correspondant de presse juridique et judiciaire. Daniel Desurvire est l'auteur de : « Le chaos culturel des civilisations » pointant du doigt les risques de fanatisme de certains cultes et de xénophobie de certaines civilisations, auxquels s'ajoutent les dangers du mal-être social, de la régression des valeurs morales et affectives ou de la médiocrité des productions culturelles, dont la polytoxicomanie en constitue l'un des corollaires. L'auteur choisit d'opposer le doute et le questionnement aux dérives dogmatiques et aux croyances délétères » (in, Les cahiers de Junius, tome III, "La culture situationniste et le trombinoscope de quelques intellectuels français" : Édilivre, 2016).

♣ ♣ ♣

Copyright obligatoire en cas de citation ou de transmission de cet article, vous pouvez le copier :

Daniel Desurvire pour Observatoire du MENSONGE